



MICHEL SAPIN
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Ouverture du forum de dialogue économique franco-brésilien

**Intervention de Michel SAPIN,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Mardi 22 novembre 2016

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13



C'est avec grand plaisir que j'ouvre cette 4ème session du dialogue institutionnel économique entre nos deux pays. C'est une réunion importante qui vous permettra de passer en revue les nombreuses dimensions de notre relation économique, financière et commerciale bilatérale.

Cette rencontre intervient dans un contexte économique international de grande incertitude, en particulier sur nos continents respectifs. L'économie mondiale reste fragile et peu dynamique, sans pour autant connaître de freinage brutal.

En Europe, le vote en faveur d'une sortie du Royaume-Uni constitue un évènement historique, qui témoigne du sentiment profond de défiance d'une partie de nos concitoyens vis-à-vis des institutions de l'Union. Ces critiques appellent des politiques ambitieuses. Sous l'action de la France notamment, l'ensemble des outils disponibles ont été mobilisés pour relancer la croissance et faire en sorte que nos économies soient à la frontière de productivité. Nous avons fait des propositions d'approfondissement de la zone euro avec le renforcement de la gouvernance économique et le renforcement de l'Union bancaire, qui est un dispositif essentiel pour faire en sorte que des Etats de l'Union monétaire ne soient pas fragilisés par leur secteur bancaire.

Aux Etats-Unis, nous allons suivre avec attention la nouvelle période qui va s'ouvrir dans les prochains mois. En Amérique latine, Après une décennie de forte croissance, la croissance de la région a marqué le pas : -0,1% en 2015 et -0,5% en 2016 selon le FMI. Le rebond est attendu en 2017, notamment sous l'impulsion de la reprise au Brésil.

Sur un plan multilatéral, la présidence chinoise du G20 a pleinement satisfait les espoirs que nous avions placés en elle au début de l'année 2016. Avec le Brésil, nous partageons plusieurs priorités telles que la transparence financière et fiscale :

La France a donné l'impulsion au G20 pour obtenir la publication d'une liste noire des paradis fiscaux en juillet 2017 assorties de mesures de rétorsions. Nous félicitons que le Brésil ait ratifié la MAC et nous espérons qu'elle entrera prochainement en vigueur. Nous devons poursuivre les travaux sur la lutte contre le financement du terrorisme, à travers le renforcement de l'action du GAFI et la mise en œuvre effective de ses recommandations par les Etats voire la mise en conformité forcée de ceux qui ne les appliquent pas encore. Il faut également que nous renforçons les organisations régionales comme le GAFILAT.

Nous souhaitons poursuivre le travail sur l'architecture financière internationale pour remettre au premier plan un certain nombre de questions cruciales telles que : la résilience de l'économie mondiale face à la volatilité excessive des flux de capitaux, ou encore le renforcement des filets de sécurité financière mondiaux, et notamment du FMI, en termes de taille et d'instruments. Par ailleurs, nous nous félicitons que le Brésil co-préside avec l'Allemagne en 2017, le groupe de travail anti-corruption du G20 [Anti-corruption Working Group].

En France le Parlement vient de voter la Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. Je sais que nos deux pays ont déjà échangé à plusieurs reprises sur les principales mesures de ce texte en matière de corruption. Je serai ravi que les échanges puissent se poursuivre afin que ces discussions nous soient mutuellement profitables. Autant de défis auxquels il nous faudra répondre dans les années à venir.

Enfin s'agissant de la lutte contre le réchauffement climatique, nous nous félicitons que le Brésil ait ratifié l'accord de Paris.



L'année 2016 a vu le Club de Paris souffler ses 60 bougies. Je me réjouis que le Brésil en devienne le 22^{ème} membre dans les prochaines années, ce qui illustre à l'évolution du paysage financier international et la capacité du Club à s'y adapter.

Au niveau national, après deux années de récession le Brésil renouera avec la croissance dès l'année prochaine et le rebond devrait s'amplifier en 2018. Je tiens ici à saluer la détermination des autorités brésiliennes dans la mise en œuvre de réformes ambitieuses et à témoigner ma confiance dans la capacité de rebond de votre grand pays.

Concernant la France, après trois années de croissance modérée entre 2012 et 2014, l'économie française est en phase de reprise depuis fin 2014. La croissance a en effet atteint +1,3% en 2015 après +0,5 % en moyenne entre 2012 et 2014. L'investissement des entreprises et la consommation des ménages redémarrent nettement depuis 2015. Après quatre années de recul, l'investissement des ménages en construction a amorcé un redressement fin 2015. La baisse du prix du pétrole depuis l'été 2014 a réduit la facture énergétique de la France, profitant ainsi aux ménages et aux entreprises. Enfin, les mesures de politique économique mises en œuvre depuis quatre ans, comme les mesures de baisse du coût du travail et plus généralement l'ensemble des réformes structurelles, ont soutenu et continuent à soutenir le potentiel de croissance et la compétitivité de notre économie. La reprise se confirmerait ainsi en 2016 et en 2017, avec une croissance qui serait entre 1,3 % et 1,5% en 2016, et de 1,5 % en 2017.

J'en viens maintenant à l'objet principal de notre dialogue de ce jour, à savoir notre relation économique bilatérale. Elle est particulièrement dense : le Brésil demeure, de loin, notre principal partenaire économique en Amérique latine avec 38% de nos exportations et 68% de notre stock d'investissement. La France, à travers ses pouvoirs publics et ses entreprises considère le Brésil depuis longtemps comme un partenaire politique, économique, commercial et financier de premier plan, et cette vision n'a jamais varié, même au plus fort de la crise que votre pays est en train de surmonter. En sens inverse, la France est le 7^{ème} marché européen du Brésil. En outre plusieurs entreprises brésiliennes ont investi en France avec succès, et je souhaite que ce mouvement s'amplifie pour équilibrer davantage notre partenariat économique.

Ces liens privilégiés sont illustrés par la grande qualité de la délégation brésilienne qui s'est déplacée en France et par la présence nombreuse des entreprises françaises qui ont participé hier au Forum d'affaire du MEDEF. Très peu de pays sont capables de susciter un tel intérêt de la part de nos entreprises, dont les projets de développement au Brésil sont à la fois nombreux et diversifiés.

Afin de poursuivre cette dynamique, les travaux de ce matin seront particulièrement importants pour améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de nos échanges et investissements. Je me réjouis de l'accord qui va être signé dans un instant dans le domaine de la propriété intellectuelle et de la coopération que vous avez engagée dans le domaine des infrastructures. Je vous encourage à poursuivre vos discussions dans le domaine fiscal, commercial, en matière de financements ou encore de promotion de nos partenariats technologiques. Il est également de la première importance qui vous puissiez échanger sur nos priorités et nos positions respectives au G20.

Je vous remercie Monsieur le ministre de votre présence à cette session inaugurale du dialogue économique et vous réitère ma détermination à œuvrer avec vous pour renforcer notre partenariat qui comporte une pluralité de dimensions, en matière d'investissements, de



commerce, de coopérations financière et sectorielle et même de coopération transfrontalière puisque nos deux pays, en plus d'être des partenaires très proches, sont aussi des voisins.

La France et le Brésil partagent, plus que jamais, une vision commune des relations internationales. Nous devons travailler ensemble pour promouvoir sa mise en œuvre au service du développement de nos peuples.